



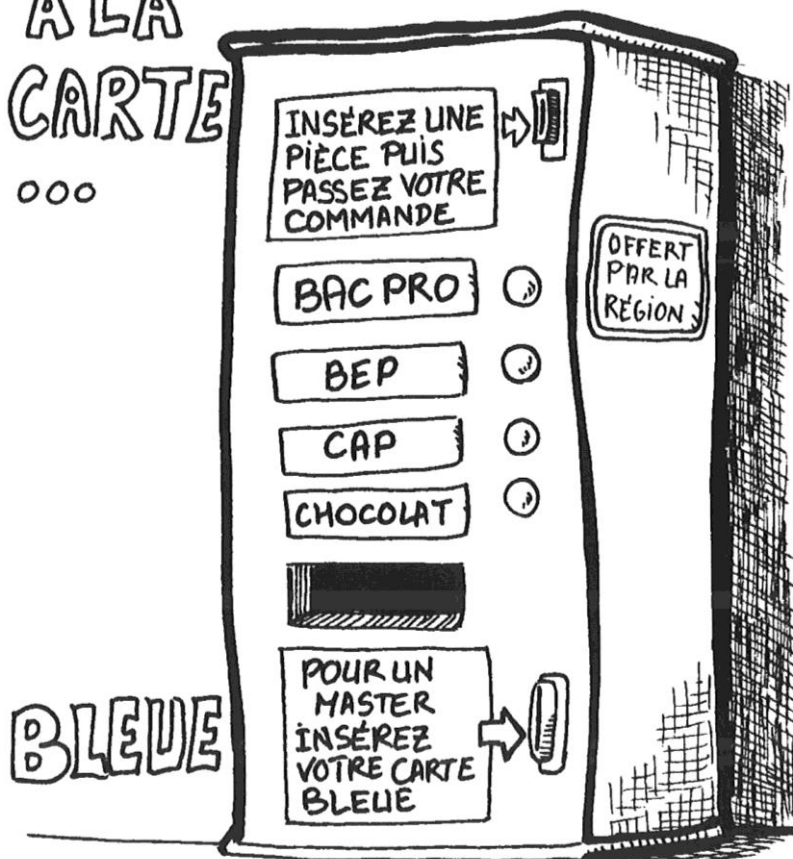
- 1- Congrès du SNETAA-FO
- 2- Gels...
- 3- Bring back our girls
- 4- Pré-rentree



Lettre type IE
Communiqué de presse

FORMATION À LA CARTE

000



BLEUE

ZAITCHICK



CONGRES DU SNETAA-FO

Le **SNETAA**, premier syndicat de l'Enseignement Professionnel, majoritairement présent chez les Professeurs de Lycées professionnels (PLP), les professeurs contractuels et force pour les Conseillers Principaux d'Education (CPE) s'est réuni en Congrès National du 13 au 16 mai 2014 à Guidel (56 – Bretagne).

Ce rassemblement de congressistes du **SNETAA** a lieu tous les quatre ans et a regroupé près de 320 délégués-représentants venus de toute la France hexagonale, de tous les départements et Territoires d'Outre-Mer, où le **SNETAA** est très présent, ainsi que des délégations de certains de nos partenaires nationaux et internationaux.

Ce Congrès a permis, après votes, d'installer le nouveau Conseil National (liste des 80, S3, S2), le Bureau National et les différentes commissions (structures, conflits, débats et votes) c'est-à-dire les instances du syndicat.

74 rue de la Fédération
75739 Paris cedex 15

tél. 01 53 58 00 30
fax 01 47 83 26 69

snetaanat@aol.com
www.snetaa.org

Les participants ont pu intervenir et débattre pendant plus de 5 heures et ont travaillé dans 18 commissions (à paraître dans le prochain AP) ce qui a permis de régénérer les mandats du **SNETAA** pour les quatre années à venir.

De nombreuses délégations nationales (syndicales, fédérales) et internationales sont venues assister et participer au Congrès du **SNETAA** pour apporter leur salut fraternel et travailler avec nous sur les combats menés pour le développement de l'Enseignement Professionnel, les politiques éducatives et le syndicalisme, en France, en Europe et dans le monde.

Nous les en remercions.

La conférence-débat sur l'international a été riche, intéressante et a généré de nombreux échanges sur l'Education en Europe qui se sont poursuivis tout au long du Congrès.

Les débats, tout au long de ce rassemblement, ont été libres, abondants et ont permis d'aborder et de discuter de nombreux sujets : l'avenir national pour l'Enseignement Professionnel Initial, Public et Laïque ; les impacts de la régionalisation ; la défense de la Fonction Publique ; la souffrance des personnels ; le développement de l'apprentissage ; la masterisation ; le salaire ; l'autonomie croissante des établissements, l'austérité en France et en Europe ; les élections professionnelles à venir ; les actions du **SNETAA** et sa place dans la fédération...

Ce Congrès est une force pour le **SNETAA** et pour se mettre en ordre de bataille pour les élections professionnelles de l'automne 2014.

Il a initié des débats riches, des échanges utiles et forts qui ont enrichi la vie démocratique de notre syndicat, le **SNETAA**, et permis de revivifier nos orientations pour les quatre années à venir.

Le nouveau ministre de l'Education nationale, Benoit Hamon, a bien entendu été invité à s'exprimer lors de ce Congrès de la première organisation syndicale des personnels de la Voie Professionnelle. Malheureusement, et malgré nos nombreuses relances, le ministre n'est pas venu. Nous espérons qu'il s'agisse seulement d'un problème d'emploi du temps, d'agenda ou d'organisation, que le nouveau ministre porteur de quelque espoir pour les personnels ne coupera pas les ponts et recevra très prochainement le **SNETAA** pour échanger sur l'avenir de la Voie Professionnelle.

Ce Congrès a été :

Un Congrès de combat pour une autre politique !

Un Congrès pour défendre les professeurs !

Un Congrès d'espérance car il n'y a que la lutte syndicale pour défendre les intérêts des salarié(e)s de ce pays !

Un Congrès fort alors que le **SNETAA** enregistre deux années de progressions des adhésions !

Le SNETAA : plus qu'un syndicat, la voix des personnels de la Voie Professionnelle !

« Le changement, ce n'est pas encore pour maintenant ! ». Alors nous continuerons à combattre la politique de casse de la Voie Professionnelle au sein de l'Ecole de la République.

Ce Congrès a fixé un objectif précis : gagner les élections professionnelles !

Gagner pour les PLP, les CPE et les professeurs contractuels!

Pour cela, si ce n'est pas déjà fait : Rejoignez et faites rejoindre au **SNETAA** ! et lors des élections professionnelles : Voter et faites voter **SNETAA-FO** !



GELS...

Si l'hiver n'a pas été trop rigoureux le gouvernement se charge, lui, du climat rigoureux qu'il impose au pays et aux fonctionnaires en particulier.

- Gelé depuis le 01/07/2014, le point d'indice le sera jusqu'en 2017.
Ce point d'indice qui sert au calcul du traitement brut des fonctionnaire est de 55,5635 € (traitement brut = (55,5635 x indice)/12.
Compte tenu d'une inflation annuelle autour de 1,5%, c'est au minimum 10% de pouvoir d'achat perdu sur cette période par les fonctionnaires.
A cette perte il faut bien sur ajouter l'augmentation de la cotisation pension civile qui de 7,85% est passée à 9,14%.

- Gel des prestations familiales jusqu'au 01/10/2015.
Les allocations familiales sont dues à partir du 2^{ème} enfant :

2 enfants	129.35 euros
3 enfants	295.05 euros
4 enfants	460.77 euros
165.72 euros par enfant en plus	

- Gel des aides à la garde d'enfants et au logement jusqu'au 01/10/2015.
- Gel des retraites jusqu'au 01/10/2015.

Et pour faire bonne mesure le projet du ministère de l'Education nationale envisage de nous faire travailler encore plus (1607 heures) avec de nouvelles missions pour toujours gagner moins.

Ce projet a reçu le soutien de plusieurs fédérations syndicales (UNSA, CFDT, FSU) habituées à accompagner sinon proposer des mesures qui vont à l'encontre des intérêts des PLP et de la Fonction Publique en général.

Bien évidemment le **SNETAA** par la voix de sa confédération a voté contre ce projet qui ne peut que détériorer les conditions de travail des PLP.

Alors pour le changement s'effectue enfin et que l'on sorte de cette austérité, exprimez-vous !

Lors des élections professionnelles de l'automne 2014 : Votez SNETAA-FO !



« BRING BACK OUR GIRLS ! »



APPEL D'ACTION URGENTE - NIGERIA

Stop aux enlèvements et aux assassinats d'étudiant(e)s et d'enseignant(e)s

Cher(e)s collègues,

L'Internationale de l'Education (**IE**) invite ses organisations membres, dont le **SNETAA** est membre fondateur, à faire appel au gouvernement du Nigéria pour qu'il

intensifie les mesures fermes et résolues en vue de rétablir le droit à l'éducation dans tout le pays, et ce, en garantissant la sécurité dans les écoles, tant pour les étudiant(e)s que pour les enseignant(e)s.

Les attaques brutales se sont intensifiées à l'égard des civils, des enseignant(e)s, des étudiant(e)s et des fonctionnaires gouvernementaux au Nigéria. Des enseignant(e)s et des étudiant(e)s sont assassiné(e)s ; des filles et des garçons sont brutalisé(e)s ou enlevé(e)s parce que leurs familles ont choisi de leur donner une éducation ; des écoles sont incendiées, laissant des milliers d'enfants sans éducation.

Au cours des dernières années, 171 enseignant(e)s ont été tué(e)s dans les états du Nord-Est du pays. Les derniers incidents répertoriés remontent au 12 mars 2014, date à laquelle six enseignants ont été assassinés à leur domicile de Dikwa, une ville de l'état de Borno. Suite à ces assassinats brutaux, les membres de Boko Haram ont semble-t-il emmené les épouses des enseignants et leurs 22 enfants dans un endroit inconnu.

L'IE reste également très préoccupée par le sort des 223 écolières enlevées le mois dernier dans leur école de Chibok - dans le même état de Borno - par des membres du groupe terroriste Boko Haram et détenues depuis lors dans un lieu inconnu.

A ce jour, les autorités nationales, fédérales et locales du pays n'ont pris aucune mesure pour assurer la sécurité des étudiant(e)s et des enseignant(e)s.

CE QUE FAIT L'IE

Le Secrétaire général de l'IE a rencontré l'affilié de l'IE au Nigéria, le *Nigeria Union of Teachers (NUT)*, afin de collecter des informations et d'évaluer la situation. Le 8 mai, L'Envoyé spécial pour l'éducation du Secrétaire général des Nations Unies, M. Gordon Brown, a participé à la réunion entre l'IE et le NUT à Abuja.

A cette occasion, l'IE s'est engagée à aider le gouvernement nigérian à développer une « Initiative pour des écoles sécurisées ». Cette initiative permettra l'octroi de fonds en vue d'améliorer la sécurité des écoles du pays, tant pour les étudiant(e)s que pour les enseignant(e)s. L'IE a également demandé au gouvernement nigérian d'augmenter son budget consacré à l'éducation afin d'atteindre le seuil de 6 % recommandé par les Nations unies.

L'IE a en outre demandé aux Directeurs généraux de l'OIT et de l'UNESCO de prendre des mesures immédiates et effectives concernant les attaques perpétrées par Boko Haram dans les écoles nigérianes des états de Borno, Yobe et Adamawa.

L'IE et le **SNETAA** s'associent à la campagne [#BringBackOurGirls](#) (« Rendez-nous nos filles ») et encourage ses membres à faire de même, afin de témoigner leur soutien envers les jeunes filles enlevées.

CE QUE VOUS POUVEZ FAIRE

1. Envoyer des appels (à l'aide de la lettre type ci-jointe), rédigés en anglais ou dans votre langue, afin de demander instamment aux autorités nigérianes :

- de renforcer la sécurité et d'assurer la protection des enseignant(e)s, des étudiant(e)s, des écoles et de l'ensemble du système éducatif au Nigéria ;

- d'accentuer les efforts en vue de rendre à leurs familles les jeunes filles enlevées, ainsi que les autres civils enlevés et de s'assurer que les auteurs de ces crimes soient traduits en justice ;

- d'augmenter le pourcentage du PIB consacré à l'éducation, afin d'atteindre le seuil de 6 % recommandé par les Nations unies.

ENVOYER VOS APPELS A :

- **Son Excellence Dr. Goodluck Ebele Jonathan, GCFR**

Président de la République fédérale du Nigéria

Office of the President, Nigerian Presidential Complex

Aso Rock Presidential Villa

Abuja, Nigeria

Email: info@nigeria.gov.ng

- **L'honorable. Barr Ezemwo Nyesom Wike**

Ministre de l'Éducation du Nigéria

Block 5A (3rd Floor), Federal Secretariat Complex,

Shehu Shagari Way, Central Area, P.M.B. 146, Garki

Abuja, Nigeria

Email: enquiries@fme.gov.ng

COPIES :

- aux représentants diplomatiques accrédités du Nigéria dans votre pays ;

- à l'IE (headoffice@ei-ie.org ou par fax [+32 2 224 0606](tel:+3222240606));

- au *National Union of Teachers* (nutnigeria_hqtrs@hotmail.com)

2. Contacter votre gouvernement et la représentation diplomatique du Nigéria dans votre pays et leur demander d'entrer en contact avec les autorités nigérianes.

3. Encourager les membres de votre syndicat à rejoindre la campagne [#BringBackOurGirls](#) sur Facebook et Twitter.

4. Accorder de la visibilité à la situation des enseignant(e)s au Nigéria dans votre magazine, sur votre site Web, au cours des réunions et via tous les media appropriés.

L'IE vous tiendra informé(e)s de tous les développements. Pour en savoir plus, ou pour discuter des actions possibles, contactez le [Coordinateur régional principal de l'IE pour l'Afrique](#).

L'IE et le SNETAA vous remercie de votre solidarité et votre soutien envers les enseignantes, enseignants, étudiantes et étudiants du Nigéria.

Education International,

Internationale de l'Éducation,

Internacional de la Educación,

Education International,

HeadOffice

5 bd du Roi Albert II

1210 Brussels (Belgium)

Tel.: [+32 2 224 06 11](tel:+3222240611) | Fax: [+32 2 224 06 06](tel:+3222240606) | <http://www.ei-ie.org>



PRE-RENTREE DES ENSEIGNANTS REPOUSSEE : L'OS A RONGER ?

En période électorale, l'annonce du Ministre Hamon n'a pas fait du bruit que dans le Landerneau : pour l'année scolaire 2014-2015, la rentrée des enseignants a été repoussée au 1^{er} septembre, alors qu'elle était initialement prévue plus tôt, le vendredi 29 août.

Pour justifier sa décision, le Ministre a évoqué de sombres raisons liées à l'informatique, sans même reconnaître que le rejet syndical quasi unanime sur le sujet, dont celui du **SNETA-FO** et de sa fédération (oui, « quasi » car il restait quelques syndicats inféodés pour qui le calendrier scolaire était parfait !) aurait dû lui donner le meilleur argument qu'il soit : l'année scolaire compte 36 semaines et avancer la rentrée scolaire au mois d'août reviendrait à en augmenter indûment la durée !

Tout n'est pas réglé pour autant, loin s'en faut ! D'une part, parce que la nouvelle date de rentrée a été arrêtée en dépit du calendrier triennal des années scolaires, toujours en vigueur, qui prévoit des rentrées toujours plus tôt au mois d'août ; d'autre part parce que notre ministre nous précise qu'il faudra de toute façon « discuter du rattrapage ».

Le **SNETA-FO** est toujours clair là-dessus : il ne peut y avoir rattrapage sans rémunération d'une journée qui de toute façon est déjà travaillée, là encore sans rémunération !

Au **SNETA-FO**, nous ne nous contentons donc pas d'un os à ronger et nous demandons toujours au Ministre de l'Éducation nationale non seulement d'abandonner le présent calendrier et les suivants, et de les concevoir sur la base de la durée légale de l'année scolaire, soit 36 semaines, jours de rentrée enseignants ou élèves inclus !